

LA LETTRE

DE JUSTICE ET PAIX

Qui connaît ce grand pays d'Afrique de l'Est qu'est le Soudan ?

Qui sait ce qui s'y passe, et qui est dramatique, depuis trop longtemps ?

Justice et Paix France a souhaité contribuer à éclairer ses lecteurs sur la tragédie vécue par les Soudanais, qu'ils soient exterminés (comme les Darfouris) ou chassés par la violence armée.

La soif de pouvoir conduit, ici comme ailleurs, à la mainmise sur le pouvoir de groupes militaires qui s'opposent et conduisent la population à la catastrophe. S'y ajoutent des questions ethniques et raciales, de prééminence sur l'usage des sols entre éleveurs et agriculteurs, de recherche effrénée de richesses du sous-sol au service d'intérêts étrangers...

Des initiatives de paix et de réconciliation, petites mais pleines d'espérance, surgissent ici ou là qui méritent d'être connues.

Sommaire :

I – BRÈVE PRÉSENTATION DU SOUDAN

II – COMPRENDRE CETTE GUERRE

III - LA COURSE VERS L'OR AU CŒUR D'UNE GUERRE CIVILE

IV – RÉSISTER ET AGIR

V - L'ACCUEIL DES RÉFUGIÉS AU TCHAD, UN EXEMPLE DE SOLIDARITÉ SUD-SUD

VI – LA RÉPERCUSSION DE LA GUERRE DANS LA RÉGION FRONTALIÈRE AVEC LE SOUDAN DU SUD

VII – LE SOUDAN ET SON PEUPLE SONT LAISSÉS DANS L'OMBRE : UN CONFLIT OUBLIÉ POUR BEAUCOUP

I – BRÈVE PRÉSENTATION DU SOUDAN



Indépendance : 1956 après une colonisation par l'Empire britannique

Surface : 1 886 000 km² = 3,5 fois la France

Population : 51 millions

Capitale : Khartoum, capitale économique et capitale de facto : Port Soudan (au bord de la Mer Rouge et face à l'Arabie Saoudite)

IDH - Indice du développement humain (2021) : 172^e dans le classement mondial ; il prend en compte le PIB, l'espérance de vie et le niveau d'éducation des enfants de 17 ans et plus (en comparaison, la même année, la France est classée à la 28^e place mondiale)

Indice du développement humain tenant compte des inégalités : 140^e

Taux de scolarité : 40 % des enfants et jeunes ne sont pas scolarisés, dont majoritairement des filles

Taux d'alphabétisation : 70 % (80 % chez les hommes, 60 % chez les femmes)

Religions : 93 % de musulmans, 6 % de chrétiens (majoritairement des catholiques), 1 % d'animistes

Principales institutions internationales dont le pays est membre : ONU, Union Africaine, Ligue arabe

Ressources du pays : agriculture (notamment au sud, fertile), pétrole (70 % des revenus du pays en 2021), cheptel (2^e plus grand en Afrique)

Depuis le début de l'actuel conflit au Soudan à la mi-avril 2023, un grand nombre de civils ont été contraints de fuir, notamment des personnes déjà déplacées à l'intérieur du pays et des réfugiés d'autres pays qui avaient trouvé refuge au Soudan. Des centaines de milliers de personnes ont fui vers les pays voisins ou sont rentrées chez elles dans des conditions difficiles, notamment en République Centrafricaine, au Tchad, en Égypte, en Éthiopie, en Libye, au Soudan du Sud et en Ouganda. D'autres se sont réinstallées d'elles-mêmes au Soudan.

Chiffre total des personnes forcées de se déplacer : 12 millions dont plus de la moitié sont des femmes et des enfants :

- Réfugiés à l'extérieur du Soudan : 4 millions
- Déplacés à l'intérieur du Soudan : 8 millions

Bref aperçu de l'histoire

Royaume des Kerma : 2500 à 1500 av J.-C.

Sous le règne égyptien : 1500 à 1070 av. J.-C.

Sous l'empire ottoman : 16^e au 19^e siècle

Colonisation britannique : sous la pression de l'empire, à partir de 1899 le Soudan est placé sous la souveraineté de l'Égypte jusqu'à la révolution égyptienne en 1952

- **Indépendance et depuis : 1956** ; élections 1965 ; mais les gouvernements successifs ne peuvent pas se mettre d'accord sur une constitution. À ceci se rajoute des luttes entre marxistes et non marxistes qui mènent à une guerre civile en 1971-1972 ; une lutte armée pour l'indépendance des provinces du sud (majoritairement chrétien et africain/subsaharien) contre le nord (musulman et arabe) ; une crise provoquée par le FMI qui oblige l'État à augmenter sensiblement les prix des produits de première nécessité et des manifestations qui suivent. Pendant l'administration Ronald Reagan, rapprochement des États-Unis ; 1989 coup d'État où Omar el-Bechir prend le pouvoir pour les 30 ans à venir et gouvernance redoutable (sous mandat d'arrêt de la Cour pénale internationale depuis 2009 pour génocide, crimes de guerre et crimes contre l'humanité, emprisonné depuis 2019)

- **2003 - 2020, guerre du Darfour** : la guerre éclate sur le fond de tensions ethniques (populations non-arabophones et arabes), désertification de la région et explosion de la population qui vit dans une extrême pauvreté, désintérêt du gouvernement pour le développement de la périphérie du pays et le fait qu'au début des années 2000, on découvre du pétrole dans la région du Darfour. On estime le nombre de morts à 300 000, avec le viol comme arme de génocide documenté et environ 2,7 millions de déplacés de guerre, dont 230 000 réfugiés au Tchad voisin.

- **2011 : Référendum d'autodétermination du Soudan du Sud** sous les auspices de l'ONU

- **2012 : Fondation de la République du Soudan du Sud**

- **Déc 2018 - avril 2019 : révolution non-violente**, destitution d'Omar el-Bechir ; gouvernement de transition

- **Septembre 2021 : nouveau putsch**

- **depuis 2023 : guerre civile**

II – COMPRENDRE CETTE GUERRE

Réflexions sur le conflit au Soudan

par John Ashworth

Mars 2025

Pratiquement toutes les guerres se terminent non pas par une « victoire » militaire, mais par des négociations. Les rares guerres où l'une ou l'autre des parties peut revendiquer la « victoire » ne débouchent généralement que sur une « paix » éphémère et superficielle, avant que le conflit ne reprenne de plus belle. La violence engendre la violence, et même les mouvements de libération authentiques qui atteignent leur objectif par la lutte armée sont entachés par des années de violence et de militarisme et se trouvent dans l'impossibilité de gouverner de manière pacifique, juste, démocratique et respectueuse des droits de l'homme. Le Soudan du Sud, voisin du Soudan, est un exemple tragique de cette dynamique.

Toutefois, au Soudan, aucune des parties ne semble prête à entamer des négociations sérieuses. Comme le note l'International Crisis Group (ICG), « laissées à elles-mêmes, les deux parties semblent susceptibles de continuer à se tirer dessus. Toutes deux ont reçu de grandes quantités d'armements étrangers, mais aucune n'a été en mesure de porter un coup d'arrêt. La situation s'est modifiée à plusieurs reprises ». Tous deux continuent de croire qu'ils peuvent remporter une « victoire » militaire. Pendant ce temps, le tissu même de la nation est en train de se déchirer.

Qui détient le pouvoir ?

Cette guerre est souvent décrite comme une lutte de pouvoir entre deux généraux ou deux factions militaires, ce qui n'est pas faux, mais ne donne qu'une image superficielle et incomplète de la situation. Aucune des parties ne peut prétendre se battre au nom d'un groupe civil, régional, ethnique, politique ou religieux, mais l'armée, créée en 1925, trente ans avant que le Soudan n'existe en tant qu'État indépendant, s'est fermement ancrée dans la vie politique et économique de la nation, non seulement par de longues périodes de dictature militaire à partir de 1958, deux ans seulement après l'indépendance du Soudan, mais aussi par une longue histoire de contrôle de l'économie par l'État (et donc par l'armée). Plusieurs acteurs internationaux alimentent la guerre en fournissant des armes en échange de l'or et d'autres ressources du Soudan. Mohamed Hamdan Dagalo (« Hemedti »), le chef des RSF (force de soutien rapide, milice paramilitaire) a particulièrement bénéficié de liens avec l'étranger, à la fois en fournissant des mercenaires pour lutter contre les Houthis au Yémen et en acheminant l'or extrait dans les régions qu'il contrôle vers la Russie par l'intermédiaire du groupe Wagner. RSF a déjà été financée par l'Union européenne, soi-disant pour empêcher les migrants de se diriger vers l'Europe, et aurait également reçu un soutien matériel. Plus récemment, elle a reçu un soutien important des Émirats arabes unis et du chef de la milice libyenne Khalifa Haftar, ainsi que de l'Éthiopie et du Tchad. L'Égypte, l'Iran, le Qatar, l'Érythrée et la Turquie soutiennent largement les SAF (Forces Armées Soudanaises), bien que la Turquie se présente également comme un médiateur potentiel. Un certain nombre de groupes régionaux et ethniques du Soudan se sont alliés à l'une ou l'autre partie. En outre, de nombreux combattants des RSF ne sont pas du tout soudanais, mais sont des mercenaires provenant de la ceinture du Sahel, et même des dissidents du Soudan du Sud.

Les RSF sont une évolution de la milice janjawiid encouragée par l'ancien dictateur militaire Omar Hassan al-Bashir à ravager le sud du Soudan et le Darfour dans une longue série de pillages, de meurtres, de viols et de nettoyage ethnique au cours d'une guerre civile antérieure. Ne faisant pas entièrement confiance à sa propre armée, Omar Hassan al-Bashir a officiellement incorporé les Janjawiid en tant que force militaire officielle pour faire contrepoids à l'armée. Pendant cette période, Dagalo et l'actuel chef militaire Abdel Fattah al-Burhan ont été de proches alliés en supervisant les mercenaires conjoints des RSF et des SAF envoyés au Yémen, et c'est Burhan qui a permis aux RSF d'être basées dans des endroits stratégiques à Khartoum. À la suite de l'intifada (soulèvement populaire) non violente qui a débuté en 2018 et s'est achevée par le renversement de Bachir l'année suivante, les RSF se sont alliées aux SAF et un gouvernement de transition dirigé par des civils mais dominé par les militaires a été formé. Les SAF

et les RSF ont à nouveau coopéré en 2021 pour renverser ce gouvernement, car ils craignaient tous deux la perspective d'un gouvernement démilitarisé et la perte subséquente de leur propre pouvoir et de leur richesse, Dagalo probablement plus que les SAF. Mais en 2023, les divisions entre les deux groupes, y compris une proposition visant à dissoudre les RSF et à incorporer ses membres dans le SAF, se sont aggravées et ont conduit à une guerre totale.

« Faites la paix et perdez votre emploi »

La plupart des gens, et notamment les Soudanais eux-mêmes, seraient d'accord pour dire qu'une solution durable aux conflits du Soudan exige que les militaires soient complètement écartés de la participation au gouvernement. Toutefois, étant donné que les deux factions militaires s'affrontent précisément pour éviter que l'une ou l'autre ne perde du pouvoir, de l'influence et de la richesse, cette option n'est pas très attrayante pour l'une ou l'autre d'entre elles. Faites la paix et vous perdrez votre emploi (et vous serez probablement traduit devant un tribunal pour crimes de guerre) ! L'International Crisis Group (ICG) résume la situation de la manière suivante : « L'armée s'est retirée de toute piste de négociation, tout en s'engageant publiquement à ne pas négocier avec les RSF. Les RSF ont déclaré qu'elles étaient prêtes à participer à des pourparlers. Mais certaines de ses demandes, notamment celles relatives à l'avenir de l'armée et au statut d'Hemedti dans un gouvernement d'après-guerre, sont probablement irréalisables. L'armée s'est montrée réticente à conclure un accord pour trois raisons principales. Premièrement, l'armée et ses partisans veulent renforcer leur position militaire avant de s'engager sérieusement avec les RSF. Deuxièmement, l'armée s'oppose fermement à tout format de médiation qui semble la mettre sur un pied d'égalité avec les RSF... Troisièmement, l'armée s'est opposée à la présence de représentants des Émirats arabes unis lors des pourparlers. L'intransigeance de l'armée s'explique également par la faible emprise de Burhan sur une coalition divisée en temps de guerre, qui ne parvient pas à s'entendre sur la voie à suivre »¹.

Toute négociation est également compliquée par le nombre de factions qui ont rejoint l'un ou l'autre camp et qui ont également leurs propres exigences, ce qui présente un risque réel de division de facto du pays avec différentes zones sous l'autorité de différentes factions militaires. Les RSF sont généralement plus fortes à l'ouest et les SAF à l'est. Khartoum a d'abord été envahie par les RSF, en grande partie en raison de leur présence dans de nombreux endroits clés, mais ces derniers mois, les SAF ont lentement reconquis certaines parties de la capitale. Mais à l'est comme à l'ouest, il existe des milices ethniques et régionales qui pourraient aspirer à gouverner leurs propres zones, comme cela s'est produit en Libye. Le SPLM-Nord cherche également à étendre son contrôle sur les monts Noubas du Kordofan méridional. En outre, « les membres des groupes qui participent à la guerre mais qui ne font pas partie de l'armée ou des forces de sécurité doivent également s'assurer qu'ils ont un avenir politique. Les plus importants d'entre eux sont les anciens dirigeants islamistes du NCP [National Congress Party], dont un nombre significatif de membres de l'armée, des agences de renseignement et de la fonction publique, qui ont utilisé le conflit pour réaffirmer leur position »².

Ainsi, le mieux que l'on puisse espérer est probablement un cessez-le-feu avec une sorte d'autorité de transition qui inclura nécessairement des représentants des parties belligérantes, avec pour mission de conduire la nation vers une solution plus permanente. Mais cela ne semble pas très prometteur, car outre le refus des belligérants de négocier sérieusement, cela risque de n'être qu'une répétition de ce qui s'est passé en 2019, après qu'une autorité de transition dirigée par des civils a été mise en place, mais a été contrecarrée à chaque instant par ses membres militaires, et a finalement été renversée par le nouveau coup d'État qui a été suivi par la guerre actuelle.

Où sont les civils ?

Outre qu'ils sont tués, violés, pillés, terrorisés, dépossédés et déplacés ? En premier lieu, il y a les salles d'intervention d'urgence (ERR). En l'absence de tout gouvernement efficace et avec très peu d'aide humanitaire internationale, des groupes de volontaires locaux ont fourni et coordonné la distribution de

¹ ICG, op cit

² Deeply inspiring and humbling: neighbourhoods in Sudan are coming together, The New Humanitarian, 31 December 2024, <https://www.theguardian.com/global-development/2024/dec/31/neighbourhoods-sudan-gaps-foreign-aid-community-kitchen-emergency-response-rooms>

nourriture, d'eau et d'aide médicale, des échanges d'informations, de l'éducation, des abris, de la sécurité et d'autres besoins de base. « Le Soudan a une longue tradition de soutien et de générosité entre voisins, mais le sentiment de solidarité au sein des communautés a été renforcé lors du mouvement de protestation qui a débuté en 2018 ». Cependant, la communauté internationale a eu du mal à s'engager efficacement auprès des ERR. Une grande partie de l'aide internationale et de la diplomatie est axée sur des entités reconnaissables dotées de constitutions, d'énoncés de mission, de systèmes administratifs et financiers, de fonctionnaires nommés, d'une responsabilité internationale, d'une transparence, etc. Cependant, la force (et même la survie dans une zone de guerre hostile) des ERR dépend précisément du contraire - localisées, décentralisées, informelles, profondément ancrées dans la culture locale, sans dirigeants facilement identifiables, secrètes, responsables devant la population locale, souvent temporaires et éphémères, une approche localisée qui « peut-être mieux adaptée à la culture et au contexte et plus efficace que les grandes opérations internationales ». Si les négociations de paix portent un jour leurs fruits, si les civils des partis politiques nationaux plus formels et les organisations de la société civile prennent un jour le devant de la scène, les héros et héroïnes des ERR ne doivent pas être exclus ; leurs voix doivent être entendues. « Voir des individus et des groupes soudanais prendre en charge leur propre destin par le biais d'approches locales et communautaires réaffirme le pouvoir de l'autodétermination... Cette approche fait plus que répondre aux besoins immédiats - elle aide à cultiver une génération de jeunes et de volontaires qui s'engagent activement dans la résolution de problèmes, la coordination et la fourniture de services ». Leur engagement actif doit être respecté, utilisé, garanti et sauvegardé au-delà des limites des salles d'urgence.

Au niveau politique national, une coalition d'acteurs civils a été formée en octobre 2023, la Sudanese Coordination of Civil Democratic Forces (Taqaddum, تقدم), dirigée par l'ancien Premier ministre Abdallah Hamdok. Le 31 octobre 2024, Hamdok s'est exprimé à Chatham House à Londres et a présenté ses propres priorités. Il a parlé du modèle historique qui a forcé le Soudan à « s'intégrer dans la chaîne de valeur mondiale mais à l'extrémité inférieure de celle-ci en tant que producteur et exportateur de matières premières », de la « marginalisation liée à la dynamique centre-périphérie » et de « l'incapacité du Soudan à gérer la diversité » dans « un pays très diversifié, probablement avec plus de 500 groupes ethniques et des différences linguistiques », une diversité qui « n'est jamais une mauvaise chose. Bien gérée, elle devrait être une source de force ». Il note que la politique du Soudan a été dominée par les guerres et les gouvernements militaires, l'effondrement de l'économie rurale et les dimensions géopolitiques du conflit actuel. Il mentionne en particulier « la fragmentation au sein de la communauté régionale et internationale et la manière de gérer les risques liés à la dynamique de la concurrence et des intérêts divergents », mais aussi la fragmentation à l'intérieur du Soudan parmi les civils.

Dans ce contexte de fragmentation, « nous avons pu travailler sur le Tagadom [Taqaddum]. Tagadom est issu de cet environnement » et « comprend cinq blocs : les partis politiques, la société civile, les syndicats et les professionnels, les comités de résistance et certains groupes armés ». Leur proposition, « une perspective civile pour mettre fin à la guerre », repose sur deux piliers principaux. « Premièrement, nous croyons fermement qu'il n'y a pas de solution militaire à ce conflit. Nous ne pouvons le résoudre que par le biais d'un processus politique et d'un dialogue. Nous appelons également à un processus de paix unifié comportant plusieurs volets simultanés. Les conflits actuels ne peuvent pas tous être gérés en un seul endroit, mais nous voulons un centre unifié et d'autres qui peuvent s'y intégrer. L'objectif principal est d'arrêter et de mettre fin à la guerre. Bien entendu, il s'agit de deux processus différents. Arrêter la guerre, c'est s'occuper des questions de cessez-le-feu et de tout le reste, mais mettre fin à la guerre, c'est là que l'on a besoin d'un processus politique pour s'attaquer aux causes profondes du conflit. Le deuxième objectif est de rétablir la transition démocratique ».

Des principes clés pour la paix

Tout cela repose sur un certain nombre de principes clés : s'attaquer aux causes profondes de la crise ; préserver et soutenir l'unité du pays ; la nécessité d'une armée nationale unifiée qui reflète la diversité du pays et n'est pas impliquée dans les activités politiques et économiques ; la paix durable et la transformation démocratique doivent être liées aux aspirations de la révolution de décembre 2018 et aux objectifs de liberté, de paix et de justice ; l'égalité des citoyens ; la question de la religion et de l'État ; et la justice et la justice transitionnelle. Les trois priorités sont la résolution de la crise humanitaire et la

protection des civils, y compris les réfugiés ; un processus de cessez-le-feu pour mettre fin aux combats ; et un processus de dialogue politique pour mettre fin à la guerre, en veillant à ce que les Soudanais s'approprient le processus. « On ne peut pas s'attendre à ce que nous nous appropriions un processus si nous n'en faisons pas partie. Le processus le mieux conçu ne verra pas le jour s'il n'est pas participatif et si les gens ne sont pas consultés à son sujet. Il doit être inclusif, créer un large front contre la guerre et mettre l'accent sur le rôle des groupes communautaires de base, en particulier la société civile, les chefs tribaux et religieux, les groupes de femmes, les jeunes, etc. Taqaddum a proposé un mécanisme pour y parvenir, à savoir une table ronde ou un dialogue soudano-soudanais. On peut lui donner n'importe quel nom, mais il s'agit d'une proposition visant à réunir le front le plus large possible pour aborder les problèmes. Les deux points essentiels sur lesquels nous devons nous mettre d'accord sont que nous voulons mettre fin à la guerre et rétablir la transition démocratique dans un environnement où nous avons maintenant deux camps - ceux qui appellent à la paix et à la fin de la guerre et les bellicistes qui appellent à la poursuite de la guerre et de la destruction. Les choix sont très clairs ».

On aurait pu espérer que ces désaccords ne conduisent pas à une plus grande division, un problème qui a souvent affligé le Soudan, mais en fait Taqaddum s'est effectivement divisé le 10 février 2025 sur la question de savoir s'il fallait participer à un nouveau gouvernement parallèle mis en place par les RSF (forces de soutien rapide). Les membres qui occupent des postes politiques dans l'administration parallèle des RSF sont désormais connus sous le nom de Taasis (Fondation). Il s'agit pour la plupart de mouvements armés, « qui ont parié sur le fait que leurs armes leur permettraient de jouer un rôle de premier plan dans le nouveau gouvernement des RSF ». Les groupes armés n'ont pas d'électorat, ils comptent donc sur un grand acteur armé [comme les RSF] comme garant d'une mer politique... Les leaders politiques traditionnels, y compris Hamdok, qui ont choisi de ne pas rejoindre les RSF ont formé une coalition anti-guerre plus petite appelée Somoud (Résilience), essayant de préserver leur neutralité et leur réputation... Les partis politiques n'ont pas besoin [d'un garant] et ce serait un suicide politique pour eux de former un gouvernement avec les RSF... ils ne veulent pas être perçus comme formant un gouvernement avec des génocidaires »³. L'archevêque catholique de Khartoum, Mgr Michael Didi Mangoria, a mis en garde contre la formation d'un gouvernement parallèle.⁴

La défense de la paix au-delà des alliances partisans

De nombreux autres groupes plaident pour la paix au Soudan et soulèvent des questions importantes, notamment le démantèlement des dynamiques enracinées qui alimentent le conflit, la nécessité de traiter les récits de guerre violents, les discours de haine et la mobilisation tribale qui ont le potentiel de « s'enliser dans une violence de masse rappelant le génocide rwandais », la priorité à l'État de droit, la sauvegarde des biens et infrastructures nationaux vitaux, un problème qui est également devenu aigu pour la population de Gaza et de l'Ukraine, et la mise en œuvre d'un nouveau projet national inclusif. Comme lors de l'Intifada 2018-2019, les femmes et les jeunes sont une fois de plus très actifs à tous les niveaux du plaidoyer et de l'action non violente.

Il semblerait donc qu'il y ait plus d'accord sur l'avenir à long terme que sur les moyens d'y parvenir et sur la personne qui doit coordonner le processus. Puis-je terminer en notant quelques points communs qui me sautent aux yeux ? Répondre aux besoins humanitaires urgents des Soudanais, y compris des réfugiés ; arrêter la guerre ; la nécessité d'un dialogue non violent ; un processus inclusif appartenant aux Soudanais et incluant toutes les factions et voix, pas seulement les politiciens « professionnels », pour aborder les causes profondes du conflit et l'avenir du pays ; le retrait des militaires de la politique et du gouvernement ; l'unité du Soudan ; une certaine forme de justice transitionnelle ; la réconciliation et la guérison. Mais rien de tout cela ne peut vraiment démarrer tant qu'il n'y a pas de cessation des hostilités. Les acteurs internationaux portent une lourde responsabilité. Ils alimentent le conflit et en tirent profit, mais, ironiquement, cela leur donne potentiellement une certaine influence sur les

³ After splinter, can Sudan's anti-war coalition reinvent itself? Al Jazeera, <https://www.aljazeera.com/news/2025/2/20/after-splinter-can-sudans-anti-war-coalition-reinvent-itself>

⁴ "Two Gov't May Complicate Than Solving Problem," Says Archbishop of Khartoum, AMECEA, <https://communications.amecea.org/index.php/2025/02/22/sudan-two-govt-may-complicate-than-solving-problem-says-archbishop-of-khartoum/>

belligérants. Puissent-ils l'utiliser à bon escient - et de toute urgence - pour inciter les parties belligérantes à cesser les hostilités et à engager des négociations de paix sérieuses.

John Ashworth est un missionnaire catholique à la retraite qui a passé plus de quarante ans à travailler avec les Églises du Soudan et du Soudan du Sud, au cours desquels il a activement soutenu la non-violence, la construction de la paix et la réconciliation dans ces deux pays.

III - LA COURSE VERS L'OR AU CŒUR D'UNE GUERRE CIVILE

Declan Walsh, New York Times

Le 11 décembre 2024

La famine et l'épuration ethnique frappent le Soudan. Pourtant, le commerce de l'or est en plein essor, enrichissant les généraux et alimentant la guerre.

[...] En effet, des milliards de dollars en or sortent du Soudan dans pratiquement toutes les directions, contribuant à faire de la région sahélienne de l'Afrique l'un des plus grands producteurs d'or au monde, à une époque où les prix atteignent des sommets.

Mais au lieu d'utiliser cette manne pour aider les légions d'affamés et de sans-abri, les belligérants du Soudan utilisent l'or pour financer leur combat, déployant ce que les experts de l'ONU appellent des « tactiques de famine » contre des dizaines de millions de personnes. L'or permet de payer les drones, les fusils et les missiles qui ont tué des dizaines de milliers de civils et contraint 11 millions de personnes à quitter leur foyer. C'est le prix des combattants et des mercenaires déchaînés qui ont dévalisé tant de banques et d'habitations que la capitale ressemble aujourd'hui à une gigantesque scène de crime, avec des combattants affichant sur les réseaux sociaux des montagnes de bijoux et de lingots d'or volés.

« L'or est en train de détruire le Soudan », a déclaré Suliman Baldo, un expert soudanais des ressources du pays, « et il est en train de détruire les Soudanais ». La guerre civile oppose l'armée nationale et ce qui reste du gouvernement à leur ancien allié, un groupe paramilitaire connu sous le nom de Forces de soutien rapide (RSF). Le commandant du groupe, le lieutenant-général Mohamed Hamdan, est un marchand de chameaux devenu seigneur de guerre, dont les forces sont devenues particulièrement puissantes après s'être emparées de l'une des mines d'or les plus lucratives du Soudan en 2017.

« Ce n'est rien, juste une zone du Darfour qui nous appartient », a-t-il déclaré au New York Times lors d'une interview en 2019, tentant de minimiser son importance.

La mine est devenue la pierre angulaire d'un empire d'un milliard de dollars qui a transformé son groupe armé, le RSF, en une force redoutable. Le général Hamdan a ensuite vendu la mine au gouvernement pour 200 millions de dollars, ce qui lui a permis d'acheter encore plus d'armes et d'exercer une influence politique. Mais cette richesse et cette ambition ont conduit à une impasse avec l'armée soudanaise, ouvrant la voie à la guerre civile qui a pratiquement détruit le pays.

La lutte pour l'or n'a fait que s'intensifier lorsque la guerre a éclaté en 2023. Dans l'une de ses premières salves, le général Hamdan a repris la mine qu'il avait vendue au gouvernement. Quelques semaines plus tard, ses combattants se sont attaqués à la raffinerie nationale d'or de la capitale, s'emparant de 150 millions de dollars en lingots d'or, selon le gouvernement.

L'or est également le moteur de la guerre pour les militaires soudanais. Ils ont bombardé les mines du RSF, tout en augmentant la production d'or dans les zones encore sous contrôle gouvernemental, souvent en invitant des puissances étrangères à se charger de l'extraction. Les autorités soudanaises ont négocié des accords sur les armes et l'or avec la Russie et cherchent à séduire les dirigeants chinois du secteur minier. Ils partagent même une mine d'or avec des dirigeants du Golfe accusés d'armer leurs ennemis.

Les sponsors étrangers de la guerre

Le président Vladimir V. Poutine a longtemps vanté les mérites des mines d'or russes au Soudan, et le groupe Wagner de son pays a travaillé avec l'armée et ses rivaux avant même qu'ils n'entrent en guerre.

Maintenant que le patron de Wagner est mort, tué dans un accident d'avion après sa brève mutinerie contre les chefs militaires russes, le Kremlin a repris les affaires du groupe et semble rechercher de l'or de part et d'autre de la ligne de front, en partenariat avec le RSF à l'ouest et l'armée du pays à l'est. Les Émirats arabes unis allument également les deux bouts de la mèche. Sur le champ de bataille, ils soutiennent le RSF en leur envoyant de puissants drones et missiles dans le cadre d'une opération secrète sous couvert d'une mission humanitaire.

Mais lorsqu'il s'agit d'or, les Émiratis contribuent aussi à financer le camp adverse. Une société émiratie, liée par des fonctionnaires à la famille royale, possède la plus grande mine industrielle du Soudan. Elle se trouve sur un territoire contrôlé par le gouvernement et alimente en grande partie la machine de guerre de l'armée, à court d'argent - un autre exemple de l'éventail étourdissant d'alliances et de contre-alliances qui alimentent la guerre.

Des motos, des camions et des avions font sortir l'or du pays en permanence, l'acheminant à travers les frontières poreuses avec les sept pays voisins du Soudan. En fin de compte, la quasi-totalité de l'or se retrouve aux Émirats arabes unis.

Les Émirats arabes unis sont la principale destination de l'or de contrebande en provenance du Soudan, selon le département d'État.

En chemin, une chaîne hétéroclite de profiteurs prend sa part - criminels, seigneurs de la guerre, maîtres espions, généraux et fonctionnaires corrompus, les rouages d'une économie de guerre en expansion qui fournit une puissante incitation financière pour que le conflit se poursuive, selon les experts. [...]

À des centaines de kilomètres des mines d'or du RSF au Darfour, une mine d'or moderne et industrielle aide les militaires à poursuivre le combat. [...]

Le minerais de sang

Lorsque le boom de l'or au Soudan a démarré il y a plus d'une décennie, de nombreuses familles soudanaises ont bâti leur avenir sur ce minerais, stockant des bijoux à la maison ou dans des banques en prévision des jours difficiles. Aujourd'hui, elles en dépendent pour survivre. [...] Même avant le conflit, l'or était si essentiel qu'il a atteint 70 % des exportations du pays, aidant à compenser les revenus pétroliers que le Soudan avait perdus après la sécession du Soudan du Sud en 2011. [...]

Même si les sponsors étrangers de la guerre se retiraient, le commerce de l'or est si lucratif que les belligérants pourraient financer le conflit à eux seuls, selon les experts. Selon les autorités soudanaises, au cours de la seule première année de guerre, le pays a produit plus de 50 tonnes d'or, soit plus que pendant les 12 mois de paix précédents.

Une solution pourrait consister à faire pression sur les acheteurs. En classant l'or soudanais dans la catégorie des « minerais de conflit », les entreprises pourraient être tenues d'exclure l'or soudanais de leurs produits. Des préoccupations similaires concernant les « diamants de sang » d'Afrique de l'Ouest ont conduit à la mise en place d'un système de certification soutenu par les Nations Unies il y a vingt ans. Mais l'or, qui est souvent fondu et mélangé, peut être difficile à retracer. Et comme le prix de l'or a récemment battu des records, les incitations à la guerre ne cessent de croître. [...]

IV – RÉSISTER ET AGIR

1-Espaces d'Urgence - *emergency rooms*

Sources : https://sudantribune.com/article301018/#google_vignette/
<https://www.thenewhumanitarian.org/news-feature/2025/04/30/sudan-army-gains-drive-mass-returns-mutual-aid-groups-begin-rebuild/>

Créées par des bénévoles dès le premier jour suivant le début du conflit, le 15 avril 2023, ces Espaces d'Urgence ont fourni de la nourriture à des millions de Soudanais malgré les pénuries de financement, les obstacles et les violations dont leurs membres ont été victimes, y compris, selon eux, des assassinats. Ils gèrent plus de 800 soupes populaires dans l'État de Khartoum, ainsi que des services de santé, d'approvisionnement en eau et de soutien psychosocial, indépendamment de toute orientation politique ou de tout objectif extérieur.

Ils bénéficient d'un soutien international important pour fournir de la nourriture et des services de santé aux groupes vulnérables dans les zones de conflit et pour documenter les violations. Mais la situation a considérablement changé depuis la réduction du financement américain.

Les retours volontaires – « *returnees* »

Une nouvelle dimension s'est récemment ajoutée aux problèmes : les personnes déplacées internes ou réfugiées qui rentrent chez elles. Le coût de la vie dans les zones où elles cherchaient refuge est inabordable. L'Organisation internationale pour les migrations a signalé que quelque 400 000 personnes sont rentrées entre décembre 2024 et mars 2025, ce qui a entraîné une baisse du nombre total de déplacements pour la première fois depuis le début de la guerre. Le nombre de rapatriés augmente considérablement, au point d'entraîner une surpopulation et une congestion importantes aux points de passage. « *Nous sommes restés bloqués là-bas pendant trois jours sans nourriture, une répétition tragique de notre déplacement initial.* »

De plus, le « chez soi » d'antan n'existe plus. La plupart des maisons sont dévastées, la vie communautaire s'est effondrée et des membres de la famille sont morts ou réfugiés dans des contrées lointaines. Nombre de jeunes se concentrent sur les armes et les combats au lieu de songer au retour à l'école. Le tissu social des communautés est « *en pleine transformation. Les gens ne comptent plus sur l'armée, et la peur est omniprésente. Les jeunes hommes s'arment par désespoir.* »

« *C'est la plus grande tragédie à laquelle nous sommes confrontés en tant que rapatriés : nous avons tout perdu, même notre mode de vie.* »

La faim représente la plus grande menace pour ceux qui rentrent, en particulier les jeunes enfants, a déclaré un étudiant en médecine et bénévole aux Espaces d'Urgence récemment rentré à Al-Jazirah. « *Depuis le début de la guerre, on voit souvent des gens faire la queue pour acheter de la nourriture dans toutes les rues, mais la situation s'est aggravée avec les retours* », a déclaré Tagwa. « *Le nombre de cuisines collectives est faible par rapport au nombre de personnes qui ont besoin d'aide.* »

En réponse, les services d'urgence intensifient leurs activités : en plus de la collecte de dons pour les repas quotidiens, les cuisines communautaires développent des initiatives de *jardinage* pour aider la population à cultiver sa propre nourriture.

« *Aux Espaces d'Urgence pour femmes*, nous nous efforçons de collecter le plus grand nombre possible de dons et d'acheter des serviettes hygiéniques en Égypte afin de les distribuer aux familles de retour », a déclaré Rawan, une autre volontaire des Espaces d'Urgence.

Elle ajoute que les efforts de reconstruction nécessiteront de trouver des solutions réalistes pour s'adapter aux conditions. « *Pour repartir à zéro, il nous faut réfléchir à des solutions concrètes, comme apprendre à cultiver nos aliments chez nous et recourir à des *sources d'énergie alternatives** ».

Diffamation

Depuis peu, les Espaces d'Urgence sont confrontés à un autre problème, imprévu : en mai, la coalition fondatrice soudanaise « Tasis » a critiqué la décision du gouvernement de l'État de Khartoum d'interdire toute activité humanitaire non conforme aux procédures légales. La coalition avait affirmé que les Forces paramilitaires de soutien rapide (RSF) auraient protégé les Espaces d'Urgence.

Dans un communiqué, les Espaces d'Urgence de l'État de Khartoum ont déclaré « *rejeter ce type de manœuvres politiques mesquines* ». « *Nous considérons également les allégations de protection par les RSF comme une insulte au carnage subi pendant leur contrôle de Khartoum et aux violations commises par ces forces contre les bénévoles et les citoyens.* »

Les Espaces d'Urgence ont souligné qu'ils étaient une organisation indépendante « *sans lien avec aucune faction ou alliance militaire et n'appartenant à aucune autre entité que le monde humanitaire* ». Ils ont exigé que toutes les parties évitent de les entraîner dans un conflit politique ou militaire. Les Espaces d'Urgence ont également déclaré surveiller les tentatives d'entités politiques et militaires visant à les exploiter par des « *déclarations trompeuses* » ou en insinuant un soutien ou une affiliation présumés.

2-Options pratiques pour la protection des civils au Soudan

Source : <https://theglobalobservatory.org/2024/10/practical-options-for-protecting-civilians-in-sudan-interview-with-amgad-fareid-eltayeb/>

2 octobre, 2024, IPI Global Observatory, extrait

Cet article présente des solutions de protection civile tout à fait faisables. Même si aucune n'a été mise en place jusqu'à aujourd'hui, nous tenons à les présenter pour ainsi souligner que ce ne sont pas les solutions qui manquent mais la volonté politique.

L'entretien (réalisé par Maria Biedrawa) a été conduit avec Amgad Fareid El Tayeb, chercheur invité au sein du programme Afrique du Conseil européen des relations internationales. Il a auparavant été chef de cabinet adjoint du Premier ministre (civil) soudanais Abdallah Hamdok et conseiller politique auprès de la Mission politique spéciale des Nations Unies au Soudan (MINUATS). Il a contribué à la dynamique qui a conduit au renversement du régime islamiste d'Omar el-Béchir en avril 2019.

Le Conseil de sécurité de l'ONU a adopté une résolution en juin 2024 demandant au Secrétaire général de proposer de nouvelles mesures pour protéger les civils au Soudan. L'une des suggestions que vous et d'autres avez formulées est la création de zones vertes pour protéger les civils dans les zones de combats actifs. À quoi pourraient ressembler ces zones vertes dans la pratique, selon vous ?

Le niveau de souffrance et d'atrocités subi par les civils au Soudan est actuellement effarant, mais la protection des civils n'a pas été au cœur des efforts de médiation.

La résolution a été adoptée en juin 2024. Il a fallu attendre trois mois avant que le Secrétaire général mène des consultations avec les parties prenantes afin de présenter des options pour la protection des civils après près d'un an et demi de guerre. Cela témoigne du manque d'urgence de la communauté internationale face à la situation au Soudan.

Les zones vertes constituent actuellement l'option la plus réalisable et la plus pratique. L'idée est la suivante : si l'on ne peut pas tout faire, ce n'est pas une excuse pour ne rien faire. Il faut commencer quelque part. Si nous ne pouvons pas protéger tous les civils, délimitons des zones qui puissent offrir un refuge à certains. Ces zones devraient être délimitées de manière à assurer une protection physique, à faciliter l'acheminement de l'aide humanitaire et à offrir une valeur ajoutée économique. Par exemple, certaines zones de l'État de Gezira pourraient reprendre leurs activités agricoles si elles étaient protégées des attaques des SRF et des bombardements des SAF.

Ces zones vertes devraient également inclure des logements, car près de 10,7 millions de Soudanais sont déplacés de chez eux, auxquels s'ajoutent 2,8 millions de personnes vivant hors du Soudan [au moment

de l'entretien ; chiffre qui est entre-temps passé à environ 4 millions, ndlr]. Nous devrions également tenir compte de la capacité des infrastructures disponibles dans les zones vertes à fournir des services de base, notamment la communication. L'absence de communications résultant des pannes d'électricité permet que davantage de violations soient commises, car elles sont plus difficiles à signaler. Les communications devraient être maintenues dans les zones vertes.

Par exemple, une zone verte pourrait être délimitée à El-Obeid, capitale de l'État du Kordofan du Nord. El-Obeid dispose d'un aéroport relativement grand, capable d'accueillir de gros avions. Un périmètre de cinq kilomètres de diamètre autour de cet aéroport pourrait inclure le marché de la ville, près de 100 000 logements pouvant accueillir jusqu'à 500 000 personnes, ainsi que l'accès à la région et au reste du pays. Cependant, ces zones vertes doivent être soutenues par une mission civile internationale dotée d'une forte composante policière pour garantir l'ordre public et soutenir les services sociaux.

Pourriez-vous nous expliquer comment un mécanisme de surveillance conjoint pourrait fonctionner ?

Le mécanisme de surveillance conjoint n'est pas une idée nouvelle. Il a déjà fonctionné lors de la Mission de l'Union Africaine au Soudan (MUAS) au Darfour en 2004. L'idée est que ce mécanisme de surveillance conjoint puisse être soutenu depuis le ciel par un système de surveillance par satellite et depuis la terre par un système communautaire d'alerte précoce capable de signaler conjointement une attaque contre une zone verte. La mission civile internationale peut alors demander à la partie responsable de retirer ses troupes ou, en dernier recours, charger une force militaire défensive de repousser l'attaque. Nous pouvons ensuite étendre le mécanisme de surveillance vers une option plus complète. Nous devons exploiter cette approche, car je pense que de nombreux membres du Conseil de sécurité de l'ONU pourraient être réticents à envoyer des troupes sur le terrain dès maintenant.

Nous devons également mettre en place un autre mécanisme de surveillance conjoint entre les autorités soudanaises et les organisations internationales de défense des droits humains afin de surveiller, signaler et vérifier les violations des droits humains dans les zones contrôlées par le gouvernement. Cela permettra une résolution rapide et efficace de ces violations.

Vous avez déclaré qu'il est nécessaire de redéfinir la protection. Pouvez-vous expliquer ce que vous entendez par là ?

Il faut aller au-delà de la protection physique, car la protection physique par des moyens militaires ne ferait qu'ajouter un troisième acteur militaire à l'équation. Un affrontement entre ces forces militaires serait inévitable, et des accusations de partialité seraient portées.

C'est pourquoi il est important d'avoir une mission qui ne se limite pas à la simple protection physique des civils. L'objectif politique d'une mission potentielle doit être défini comme permettant aux civils de mener une vie relativement normale dans ces zones vertes. Elle doit tenir compte du bien-être, de la dignité et de la sécurité sociale. De nombreuses missions de maintien de la paix classiques ont échoué faute de cette définition élargie de la protection des civils. Cette modalité doit évoluer et nous devons réfléchir de manière créative à la signification de la responsabilité de protéger.

En l'absence de soutien international, les Soudanais ont créé leurs propres mécanismes de protection au niveau local. Comment les populations tentent-elles de se protéger et comment soutenir ces mécanismes locaux existants ?

De nombreuses initiatives locales, notamment les Espaces d'Urgence, les cuisines collectives et les initiatives des chefs religieux, ont fait preuve d'innovation pour répondre aux besoins humanitaires de leurs communautés. Mais elles ne peuvent continuer à agir seules. Elles agissent ainsi parce que personne d'autre ne le fait, faisant preuve de résilience et d'héroïsme courageux et se mettant en danger pour servir leur communauté.

Le monde doit maintenant intervenir et commencer à les aider. On a suffisamment parlé de la protection des civils. Le Secrétaire général de l'ONU mène des consultations sur la protection des civils depuis trois mois. Ces personnes ont oublié leur mandat et se servent du courage des acteurs locaux pour masquer leur incapacité à faire le travail.

Nous ne pouvons pas non plus attendre un cessez-le-feu pour assurer la protection des civils. Un cessez-le-feu est un moyen d'assurer la protection des civils, mais ce n'est pas une condition sine qua non. On ne peut pas demander aux civils de souffrir en attendant un cessez-le-feu.

Auriez-vous autre chose à ajouter ?

Le dialogue sur la protection des civils est malheureusement généralement mené par les acteurs internationaux et régionaux. Il est nécessaire que le Soudan s'approprie le processus. Les parties prenantes soudanaises doivent prendre l'initiative de ces discussions afin de refléter la réalité de ce qui est réaliste et réalisable sur le terrain. En laissant ce débat uniquement sous l'impulsion de l'étranger, certains acteurs peuvent l'utiliser à leur avantage, ce qui pourrait ne pas être conforme aux intérêts du peuple soudanais.

V - L'ACCUEIL DES RÉFUGIÉS AU TCHAD, UN EXEMPLE DE SOLIDARITÉ SUD-SUD

Le Tchad illustre comment les pays du Sud peuvent s'entraider face aux défis globaux de l'accueil et de l'intégration des réfugiés qui fait tant de bruit dans les pays nantis. En accueillant plus d'un million de réfugiés soudanais, le Tchad montre que même avec des moyens limités, il est possible de contribuer à la lutte contre la pauvreté et la violence.

Depuis plusieurs décennies, le Tchad est devenu une terre d'accueil pour des populations fuyant les conflits armés dans les pays voisins comme le Soudan, la République Centrafricaine et le Nigeria (Boko Haram). D'après les ONG chrétiennes rencontrées durant mon récent séjour au Tchad, près de 900 000 réfugiés soudanais, voire plus ont traversé et continuent de traverser la frontière. Ces derniers viennent s'ajouter aux populations réfugiées qui sont présentes dans le pays depuis très longtemps. Cet afflux massif pose des défis importants en termes de prise en charge, d'intégration et de gestion des tensions potentielles. Mais malgré ses propres défis économiques et sécuritaires, le Tchad essaie de vivre la solidarité entre pays du Sud et fait face à ces crises humanitaires.

D'après les responsables du Service Jésuite des Réfugiés au Tchad (JRS) et du Secours Catholique pour le Développement (SECADEV), ils sont heureux de la politique du gouvernement en faveur des réfugiés. En effet, le gouvernement tchadien a adopté une loi sur l'asile avec un décret d'application pour renforcer les droits des réfugiés, notamment leur accès à l'éducation, aux soins de santé et au travail. Cette législation fait du Tchad un pionnier régional en matière de protection des réfugiés, et il faut s'en réjouir. D'après ces ONG, les autorités collaborent bien avec les organisations internationales grâce à une commission mise en place dénommée : Commission Nationale d'Appui au Réfugiés et Retournés (CNARR). Cette commission dépend du ministère de l'Intérieur et est en quelque sorte « l'œil du gouvernement sur les questions concernant les réfugiés et sur les camps où ils sont accueillis. » C'est cette commission qui organise et oriente les fonds et tout ce qui concerne les camps de transition ou camps d'accueil des personnes qui arrivent. Le JRS suit les étudiants et la formation des enseignants dans les établissements et universités tchadiennes. Ils perçoivent leurs bourses directement sur leurs comptes personnels ouverts à cette intention. Certains étudiants ont pu être réinstallés pour la poursuite de leurs études ailleurs lorsque la filière choisie le nécessite.

Cette commission a aussi mis en place un plan qui vise à répondre aux besoins immédiats des réfugiés tout en favorisant leur intégration dans les initiatives locales. Plus d'un million de réfugiés soudanais et 200 000 retournés tchadiens qui vivaient au Soudan se trouvent principalement dans les provinces de l'Est du pays, confrontés à des défis tels que l'insécurité alimentaire et l'accès limité aux services essentiels.

La population locale joue un rôle clé dans l'accueil des réfugiés. Bien que la pression sur les ressources soit importante, des initiatives communautaires ont émergé pour renforcer la cohésion sociale. C'est ainsi que des activités génératrices de revenus sont mises en place, des moulins communautaires ou cybercafés, etc. d'autre part, des équipes intercommunautaires formées par l'OIM et la FAO travaillent à résoudre les conflits et à promouvoir le dialogue entre réfugiés, rapatriés et communautés hôtes. Ces efforts témoignent d'une volonté de construire une coexistence pacifique malgré les tensions liées à la rareté des ressources et de l'eau dans cette région qui accueille des réfugiés. Le vrai défi auquel font face les jeunes tchadiens aussi bien que les jeunes réfugiés, c'est de trouver un emploi.

Le Tchad illustre comment les pays du Sud peuvent s'entraider face aux défis globaux de l'accueil et de l'intégration des réfugiés qui fait tant de bruit dans les pays nantis. En accueillant plus d'un million de réfugiés soudanais, le Tchad montre que même avec des moyens limités, il est possible de contribuer à la lutte contre la pauvreté et la violence. Tout n'est pas parfait, mais un effort est fait et il faut le reconnaître. Il reste à ce que toute la population tchadienne en particulier les « retournés » soient impliqués dans cet effort de solidarité, et participent aussi à l'intégration des réfugiés dans la vie économique et sociale.

L'effort d'accueil des réfugiés par le Tchad met en lumière une gestion inclusive des crises humanitaires, où les efforts conjoints entre gouvernement, ONG et communautés locales permettent d'atténuer les

impacts des conflits tout en favorisant le développement durable. C'est vraiment heureux que le pays ait pu mettre cette politique d'accueil en place, malgré l'effondrement du budget humanitaire qui a entraîné des coupes drastiques dans les programmes d'aide au Tchad. Cette décision affecte les réfugiés mais aussi les communautés locales qui dépendent de ces soutiens pour leur survie. Tous ces défis montrent que le Tchad doit non seulement gérer ses propres problèmes mais aussi jouer un rôle clé dans la stabilité régionale.

Sr. Jeannette Londadjim

Membre de Justice et Paix

La région de Birao, province située dans le nord-est de la Centrafrique (l'un des pays les plus pauvres de la planète), en zone semi-désertique, à la frontière du Soudan, qui n'est pas accessible par la route (et actuellement encore moins en saison des pluies), où il est difficile d'acheminer de l'aide humanitaire, pour la population comme pour les réfugiés, fait face à un déséquilibre dangereux entre population locale, 19 000 personnes, et réfugiés, 26 000 personnes. C'est un risque social, économique et de famine. Comment partager des ressources si limitées, de façon juste, avec un si grand nombre ? Les Soudanais sont des musulmans, les Centrafricains plutôt chrétiens, et l'extrême pauvreté créée et accentuée par cette situation risque de ré-attiser un conflit qui, s'il n'est pas très bien et rapidement accompagné, peut utiliser la fibre religieuse pour déchirer les communautés.

Cf. § 14 du message des évêques catholiques de Centrafrique à l'Église-famille de Dieu, aux Hommes et aux Femmes de bonne volonté, donné en la Cathédrale Sacré-Cœur de Jésus d'Alindao, le 22 juin 2025.

<https://justice-paix.cef.fr/afrique/soyez-toujours-prets-a-rendre-compte-de-l'esperance-qui-est-en-vous-1p-3-15/>

VI – LA RÉPERCUSSION DE LA GUERRE DANS LA RÉGION FRONTALIÈRE AVEC LE SOUDAN DU SUD

Okech Francis

The New Humanitarian

3 mars 2025

Extraits ; <https://www.thenewhumanitarian.org/news-feature/2025/03/03/we-dont-have-protection-worsening-crisis-disputed-abyei/>



Carte de la région d'Abyei

© <https://fr.wikipedia.org>

À Abyei, région pétrolière disputée entre le Soudan et le Soudan du Sud, l'incertitude politique a longtemps alimenté les conflits locaux et laissé la zone négligée par les groupes d'aide internationaux.

Abyei était censé organiser un référendum en même temps que le vote pour l'indépendance du Soudan du Sud en 2011, afin de permettre à ses habitants de décider s'ils souhaitent rejoindre le Sud. Pourtant, malgré l'indépendance officielle du Soudan du Sud, le référendum d'Abyei n'a jamais eu lieu en raison de différends sur le droit de vote et des intérêts concurrents du Soudan et du Soudan du Sud, qui bénéficient également du statu quo. [...] L'impasse qui a suivi a laissé les principaux habitants d'Abyei, les Ngok Dinka, avec le sentiment d'être oubliés. [...]

L'incertitude entourant les frontières territoriales a entravé la capacité de la région à attirer une aide humanitaire suffisante et l'a rendue vulnérable aux incursions et aux attaques. Les ONG ne s'engagent pas non plus sur un territoire pour lequel on ne connaît pas d'interlocuteurs politiques. [...] Deng, un travailleur social pour l'Action communautaire pour le développement, exprime combien ils sont désespérés. « À chaque fois que des gens viennent demander de l'aide, que faisons-nous ? Nous collectons des données et ils doivent attendre, faute de ressources. »

Or, l'arrivée de personnes déplacées a mis à rude épreuve les infrastructures locales, et la dépendance accrue d'Abyei aux produits de base provenant de la lointaine Juba [ndlr : capitale du Soudan du Sud] a entraîné une hausse des prix sur les marchés inabordable, et pour la population locale et pour les déplacés.

Un autre facteur qui rend la région vulnérable est le fait qu'elle est le « panier des provisions » pour toutes les communautés de la sous-région, mais qu'elle n'est pas protégée par une police ou armée. Ainsi les récoltes sont régulièrement pillées, et la famine s'en suit. L'impact sur la population est important :

« Lorsque l'on se trouve dans une situation d'incertitude, il est malsain de planifier, même pour un développement à long terme, et même pour des activités humanitaires. »

Néanmoins, la guerre au nord et ses répercussions néfastes ont un effet secondaire inattendu. Des affrontements de longue date opposent dans cette région les éleveurs de deux clans Dinkas, les Ngok et les Twic, entre eux, et avec les Misseriya, qui migrent de façon saisonnière via Abyei et ont historiquement agi comme mandataires du gouvernement soudanais. Certains politiques se sont servis de ces tensions pour enrôler les jeunes dans des activités criminelles et par là, renforcer la division entre les Ngok et les Twic. Alors que les relations entre les Ngok Dinka et les Twic Dinka se sont détériorées ces dernières années, les habitants d'Abyei ont déclaré que les relations avec les communautés Misseriya se sont améliorées.

Les voies d'approvisionnement en provenance du Soudan étant perturbées, les Misseriya, qui dépendaient autrefois des marchandises en provenance du nord, dépendent désormais de la nourriture en provenance de Juba, au sud, via Abyei – une nouvelle dépendance qui a favorisé une coexistence plus pacifique.

« Il y a un semblant de paix relative », déclare un érudit autochtone. « Les gens ont commencé à être réalistes, puis à parler comme communauté sans mettre comme condition que cette terre appartiendrait à l'un ou l'autre pays. » Selon lui, la responsabilité de promouvoir la paix incombe aux communautés elles-mêmes. *« Il ne s'agit pas de savoir si le gouvernement du Soudan du Sud apportera son aide, ni si le gouvernement du Soudan apportera son aide. Il s'agit pour eux de créer eux-mêmes un environnement propice à leur survie et à leur coexistence avec les communautés voisines. »*

VII – LE SOUDAN ET SON PEUPLE SONT LAISSÉS DANS L'OMBRE : UN CONFLIT OUBLIÉ POUR BEAUCOUP

Déclaration commune

https://www.caritas.org/wordpress/wp-content/uploads/2025/04/15April_25_FaithStatementSudan_v1.pdf

Les signataires sont des dirigeants d'organisations confessionnelles chrétiennes et des chefs religieux. Lors du deuxième anniversaire de la guerre, ils affirment : « *Nous devons faire de ce moment un tournant pour une action concertée visant à protéger les civils et les premiers intervenants* », et ajoutent : « *Nous affirmons l'engagement des Églises du Conseil des Églises du Soudan en faveur du rétablissement de la paix et de la stabilité dans le pays.* »

Ils lancent un appel à la communauté internationale d'accroître les efforts diplomatiques, de renforcer le dialogue inclusif et le respect du droit international et d'augmenter le financement de l'aide humanitaire, gravement affecté par les coupures budgétaires drastiques.

« Aujourd'hui, le 15 avril 2025, marque le deuxième anniversaire du conflit prolongé au Soudan. Une conférence ministérielle se tient à Londres afin de réunir les principaux gouvernements donateurs et les États de la région ayant une influence sur les parties belligérantes. En tant que dirigeants d'organisations chrétiennes et chefs religieux, nous déplorons la perte de vies humaines parmi les civils soudanais et les premiers intervenants. Nous devons faire de ce moment un tournant pour une action concertée visant à protéger les civils et les intervenants. Nous affirmons l'engagement des Églises, sous l'égide du Conseil des Églises du Soudan, en faveur du rétablissement de la paix et de la stabilité dans le pays.

Le conflit en cours a encore déstabilisé une situation déjà fragile, dégénérant en une grave crise humanitaire, avec une augmentation de la violence, des déplacements et des besoins humanitaires, exacerbée par des coupes budgétaires drastiques dans l'aide internationale. En tant qu'acteurs religieux, notre travail s'inscrit dans une longue tradition de solidarité avec le Soudan, promouvant la paix, la justice et la dignité humaine. Alors que les impacts régionaux engendrent de nouvelles menaces de violence et de tensions politiques, nous nous faisons l'écho de la déclaration de la Conférence des évêques catholiques du Soudan et du Soudan du Sud, appelant à la primauté de la vie humaine, à la retenue et au dialogue pour la paix.

L'Alliance ACT, Caritas Internationalis et nos membres locaux travaillent ensemble en première ligne de notre réponse humanitaire. Dans la mesure du possible, nous maintenons également nos programmes de développement pour assurer le relèvement futur. Au cœur de notre appel conjoint se trouve le soutien à la société civile soudanaise et aux acteurs de solidarité qui constituent le pilier de l'aide apportée à leurs communautés et à leurs populations.

Globalement, les réseaux communautaires et les organisations locales de la société civile, qui peuvent intervenir grâce à une analyse de terrain, restent gravement sous-financés et sont confrontés quotidiennement à des risques extrêmes. Bien que les acteurs locaux aient reconnu, souvent seuls, la responsabilité de la réponse aux communautés touchées par la famine et les multiples défis humanitaires depuis avril 2023, le financement direct et la protection restent alarmants. Les acteurs locaux continuent de recevoir moins de 1 % de l'aide internationale.

Nous saluons les efforts déployés par les acteurs soudanais pour maintenir l'accès, la communication et la coordination afin de permettre aux communautés touchées par le conflit et la crise d'accéder à l'aide. Leur travail inlassable pour contrer les discours de haine et les divisions est essentiel pour éviter l'effondrement total du tissu social. Nous sommes préoccupés par les attaques généralisées contre les civils et les infrastructures civiles essentielles à la survie, à la gestion et au relèvement des populations

après le conflit, notamment les attaques contre les dispensaires, les routes et les infrastructures d'approvisionnement en eau essentielles.

La situation au Soudan est désastreuse et, sans une forte mobilisation concertée en faveur des pourparlers de paix, le conflit ne fera qu'empirer. La communauté internationale ne peut continuer à fermer les yeux sur la situation au Soudan. Nous devons agir avec détermination pour amener les parties à la table des négociations et œuvrer à une résolution durable du conflit. Nous appelons donc la communauté internationale à :

- Accroître considérablement les efforts diplomatiques aux niveaux régional et international pour mettre fin à l'ingérence et au financement du conflit par des puissances extérieures ; et exhorter les parties au conflit à mettre fin aux attaques contre les civils et à obtenir un cessez-le-feu
- Augmenter le financement et diversifier les canaux et sources de financement afin de garantir que le soutien parvienne aux acteurs locaux, notamment les groupes communautaires et les organisations confessionnelles, qui sont en première ligne des efforts pour sauver des vies
- Assurer un dialogue inclusif et un processus politique plus large permettant de s'attaquer efficacement aux causes profondes de la violence au Soudan, notamment en soutenant les initiatives locales qui favorisent la paix et la réconciliation
- Garantir le respect du droit international des droits de l'homme et du droit international humanitaire par toutes les parties, notamment en garantissant un accès humanitaire sûr et sans entrave aux personnes les plus démunies, au Soudan et sur tout le territoire. »

Signataires :

ACT Alliance

Caritas Internationalis

Conseil Œcuménique des Églises

Conférence des Églises de toute l'Afrique

Association des Conférences Épiscopales d'Afrique de l'Est (AMECEA)

Caritas Africa